

Relation Ecole-familles : « Si le contrat est rompu, l'école publique est en danger »

par

Djéhanne Gani

Le Café pédagogique, 17 juin 2026

https://www.cafepedagogique.net/2026/06/17/relation-ecole-familles-si-le-contrat-est-rompu-lecole-publique-est-en-danger/?utm_campaign=Lexpresso_17-06-2026&utm_medium=email&utm_source=Expresso

Le SE-Unsa alerte sur la dégradation des relations entre les familles et l'école. Derrière la hausse des différends et des violences, le syndicat voit les symptômes d'une crise plus profonde qui touche l'institution scolaire et, au-delà, la société tout entière.

« Les listes des violences ne sont pas des faits divers, ce sont des faits de société. » À l'occasion de la présentation de l'enquête nationale sur les relations entre les directions d'école et les familles, le 16 juin, le SE-Unsa a voulu dépasser le simple constat pour interroger les causes d'une dégradation qui s'installe depuis plusieurs années. Aux côtés d'Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du syndicat, de Johanna Cornou, référente direction d'école, et de Georges Fotinos, auteur de l'enquête, le syndicat a dressé un tableau préoccupant de l'évolution des rapports entre l'Ecole et les parents mais aussi des perspectives.

« Un problème de société » qui concerne 14 millions de personnes

Pour Georges Fotinos, spécialiste du climat scolaire et auteur de nombreux travaux sur l'école, l'enjeu dépasse largement les murs des établissements. « *C'est un problème de société sérieux recouvert d'un silence* », lance-t-il. Selon lui, la question concerne directement près de 14 millions de personnes : les élèves, leurs parents et les personnels de l'Éducation nationale.

« *Il y a un besoin de dénoncer mais aussi de solutionner* » estime Elisabeth Allain-Moreno. L'objectif de l'enquête était double : mesurer précisément l'évolution des relations entre les familles et l'école et identifier des leviers d'action. « *Nous avons la responsabilité de porter à la connaissance de l'employeur ce qui est réellement vécu et attendu dans les écoles et les établissements* », explique la Secrétaire générale du Se-Unsa. « *On a la volonté d'en tirer des propositions, en phase avec les élèves et les personnels, pour que notre système tourne mieux.* »

Une confiance qui se fissure

L'enquête, menée auprès des directrices et directeurs d'école, permet une comparaison avec une précédente étude réalisée en 2013. Et alors ? la confiance des familles envers les directions s'érode. En 2026, 80 % des directions considèrent que les parents leur font confiance, contre 96 % en 2013.

Des violences qui explosent

« *La confiance se fissure* » analyse Georges Fotinos. Les différends explosent. Huit directions sur dix déclarent avoir connu un conflit avec des familles cette année, contre quatre sur dix treize ans plus tôt. Les violences verbales, elles aussi, ont doublé. Les agressions physiques, elles, ont triplé : 2,5 % des répondants déclarent en avoir été victimes, contre 0,7 % en 2013. « *On voit ramper une sorte de poison qui fait que la relation parents-école s'est dégradée* », résume le chercheur.

Des enseignantes davantage exposées

L'enquête met également en lumière un phénomène que Georges Fotinos qualifie de « *phénomène souterrain* ». Aujourd'hui, 34 % des directions estiment que les enseignantes sont moins respectées que leurs collègues masculins, contre 18 % en 2013. « *Les enseignantes sont davantage exposées que leurs collègues masculins* », souligne l'étude.

De nouvelles sources de tension

Parmi les signaux d'alerte identifiés, les directions pointent l'évolution des attentes parentales. Pour près d'un directeur sur deux, les exigences en matière d'information numérique constituent désormais une source de tension. Même proportion concernant le recours à la menace d'un départ vers l'enseignement privé.

Pour Johanna Cornou, cette situation n'est pas nouvelle. Elle cite notamment les tensions apparues lors de la réforme des rythmes scolaires ou autour des demandes de saut de classe.

Le conseil d'école apparaît lui aussi comme un lieu où se cristallisent de plus en plus les tensions avec les familles.

« La menace du privé est utilisée pour faire pression sur l'école », estime de son côté Elisabeth Allain-Moreno. La secrétaire générale dénonce également certains discours politiques qui entretiennent une confusion entre enseignement public et privé. « La distinction public-privé est gommée comme s'il s'agissait de deux écoles complémentaires », regrette-t-elle. « Il y a une école qui accueille tout le monde sans distinction, gratuite et laïque, et à côté un autre système que les parents choisissent. »

L'inclusion sans les moyens fragilise le climat scolaire

L'enquête confirme également l'impact des conditions de mise en œuvre de l'école inclusive. Dans les établissements où plus de 20 % des élèves présentent des besoins particuliers, seuls 47 % des directeurs décrivent un bon climat scolaire. Lorsque cette proportion est inférieure à 5 %, ils sont 67 %. Le syndicat insiste toutefois sur un point : il ne s'agit pas de remettre en cause le principe de l'inclusion. *« Cette enquête ne dit pas cela », insiste Johanna Cornou. Selon elle, les difficultés apparaissent lorsque les moyens d'accompagnement ne suivent pas avec l'absence d'AESH, le manque de personnels médico-sociaux, des dispositifs théoriquement prévus mais nettement insuffisants. « Les équipes compensent, encaissent et deviennent les réceptacles des tensions », résume-t-elle.*

L'éducation prioritaire montre que les moyens comptent

Une surprise, mais faut-il s'en étonner ? la dégradation des relations est moins marquée en éducation prioritaire. Les directions y signalent davantage de respect de leur autorité, moins de contestation pédagogique. Ceux qui s'en étonnent sont souvent éloignés du travail mené dans ces territoires, alors même que cette politique a été progressivement abandonnée dans le débat public. Pour le SE-Unsa, cette différence n'a rien d'un hasard. Elle montre que lorsque du temps, des moyens humains et des dispositifs d'accompagnement existent, les relations avec les familles sont meilleures. *« Là où les moyens existent, les relations s'apaisent »*, résume Johanna Cornou.

Quelle leçon en tirer ? lorsque des moyens humains et financiers sont accordés, lorsque du temps est dégagé pour le suivi des élèves, la formation des personnels, l'accompagnement des familles et le travail avec les associations, les résultats sont au rendez-vous. *« Pour le SE-Unsa, cela confirme qu'une politique éducative ambitieuse peut améliorer concrètement le climat scolaire et restaurer la confiance entre l'École et les familles. »* A cela s'ajoute également un rapport moins consumériste à l'école et une confiance dans les personnels, que des familles au niveau socio-culturel plus élevé remettent davantage en question, glisse-t-on également.

« L'école n'a pas le droit à l'erreur »

Pour le syndicat, les tensions observées ne relèvent pas seulement de comportements individuels. Elles traduisent les effets d'une institution à laquelle on demande toujours davantage sans lui donner les moyens correspondant. Les

directions réclament davantage de temps de décharge, des personnels supplémentaires dans les écoles, un secrétariat administratif et une véritable formation à la relation avec les familles. Car derrière les chiffres, c'est bien la question du lien qui est posée. *« Chaque lien qui se renforce est un pas majeur vers la réussite de l'école »*, souligne Elisabeth Allain-Moreno. *« Chaque lien qui se distend est un recul sur tous les enjeux. »* Et d'ajouter : *« L'école n'a pas le droit à l'erreur. Voyons comment on peut prendre soin des liens les plus essentiels. »*

Pour Georges Fotinos, l'enjeu est désormais politique. *« Si le contrat est rompu, l'école publique est en danger. »* L'alerte lancée interroge la capacité de l'école à continuer de faire société autour de valeurs communes, de mixité et de laïcité.